print

Égypte : les Frères et la Grande Muette

De Ahmed Bensaada

Global Research, décembre 29, 2012

Url de l'article:

http://www.mondialisation.ca/egypte-les-freres-et-la-grande-muette/5317268

Lorsqu'en août dernier Mohamed Morsi, le premier président égyptien civil élu, s'en est pris à l'armée de son pays, les médias « mainstream » ont salué son exploit « épique » et l'éclosion des titres dithyrambiques ne s'est pas fait attendre: « Le président égyptien frappe l'armée à la tête », « Le président Mohamed Morsi défie l'armée », « Le président Morsi frappe un grand coup contre l'armée », etc.

Un « spécialiste » a poussé le raisonnement jusqu'à faire usage d'expressions sorties d'un conte africain, comparant Morsi à la mangouste qui attaque le cobra dont « la seule chance de survie est de mordre le redoutable mammifère avant que ce dernier ne le saisisse à la gorge ». Et de conclure : « C'est ce qu'a fait le président islamiste Mohamed Morsi face à l'armée » [1] : la fabuleuse victoire du président-mangouste sur la redoutable armée-cobra, confirmation de l'omnipotence de la confrérie des Frères musulmans (dont est issu Morsi) et gage de l'inexorable marche vers la démocratie, terrassant tout sur son passage.

Morsi et le CSFA

Il est vrai que le président Morsi a (apparemment) réussi à « pousser » à la retraite le maréchal Hussein Tantaoui (77 ans), inamovible ministre de la Défense depuis vingt ans, ainsi que le chef d'État-major de l'armée, le général Sami Anan (64 ans), numéro deux du Conseil suprême des forces armées (CSFA), ce qui n'est pas une mince affaire.

Pour donner de la consistance à l'acte, cette décision présidentielle a même été accompagnée de rumeurs d'assignation à résidence surveillée des deux nouveaux « retraités », mais elles ont rapidement été démenties.

Cependant, ces mêmes médias ont été moins loquaces sur le fait que le nouveau Raïs a non seulement décidé de les nommer tous deux « conseillers auprès du chef de l'État », mais qu'il les a décoré, deux jours après leur soi-disant limogeage.

Notons, au passage, que la cérémonie de décoration fut retransmise à la télévision nationale, détail révélateur de l'importance de l'évènement. On y a vu un président se confondre en remerciements, déclarant à l'endroit de Tantaoui: « Compte tenu de votre loyauté et de votre amour pour la nation, il s'agit là d'un geste de gratitude de la part du peuple égyptien, et non de son président, envers un homme qui a été loyal à son peuple et à son pays. Que Dieu vous apporte le succès! » [2].

Le maréchal reçut le « Collier du Nil », la plus haute distinction du pays, alors que le général fut décoré de l'« Insigne de la République ».

Le maréchal Hussein Tantaoui a été remplacé par Abdel Fattah el-Sissi, chef des renseignements militaires. Ce général s'est fait connaître, dans la période post-Moubarak, pour avoir justifié les « fameux » tests de virginité que les militaires faisaient subir aux manifestantes égyptiennes [3].

Bien que certains observateurs aient interprété la cérémonie de décoration comme le désir de Morsi de ménager l'armée, il apparaît plutôt que la décision de « mise en retraite » ait été prise en commun accord avec les deux militaires et le CSFA [4]. D'autant plus qu'il semblerait, selon des sources bien informées, que le général Anan « *jouit de très bons rapports avec les Frères musulmans* » [5], comme nous allons nous en rendre compte un peu plus tard.

Morsi et les commémorations historiques

Mais le président Morsi ne s'est pas uniquement contenté de cette cérémonie. En effet, moins de deux mois après cet évènement, il a profité de la date anniversaire de la « guerre d'octobre 1973 » pour décorer, à titre posthume, l'ancien président Anouar Sadate. Une distinction identique à celle décernée au maréchal Tantaoui fut remise au fils de l'ancien président. Ironie du sort, c'est à cette même commémoration que, 31 ans auparavant, presque jour pour jour, Sadate avait été assassiné par des militaires appartenant au Jihad islamique égyptien, mouvement fondé par d'anciens membres de la confrérie des Frères musulmans.

Tentant une explication de ce geste hautement politique, le journal libanais « Essafir » explique que la démarche du président islamiste « jette la lumière sur la relation intéressante née au cours des années 70 du siècle dernier, entre Sadate et les directions islamistes, notamment celles les plus fondamentalistes, dont il a libéré nombre de ses membres des geôles nassériennes, et les a utilisés d'une manière ou d'une autre dans l'affaiblissement de ses opposants politiques nassériens, nationalistes, gauchistes et autres, avant que les formations islamistes ne se retournent contre lui, jusqu'à son assassinat sur la tribune de commémoration de la guerre d'octobre » [6].

Certains, adeptes de la théorie de la « mangouste », ont avancé l'explication selon laquelle la « mise sur la touche » des deux officiers supérieurs, permettait au président Morsi de mettre fin à la « génération de 1973 » pour laisser la place à des militaires plus jeunes [7]. Avec la décoration posthume de Sadate, la boucle serait donc bouclée.

Il va sans dire que cette frénésie soudaine de décorations militaires remises par un président qui est, ne l'oublions pas, civil, est très curieuse surtout si on tient compte de la courte période qui s'est écoulée depuis son accession à la magistrature suprême et de la relation tourmentée entre la confrérie et l'armée égyptienne dans les dernières décennies.

Mais le plus intéressant dans cette affaire vient du fait que certaines personnalités qui ont marqué de manière indélébile l'histoire moderne de l'Égypte ont été volontairement occultées par le président Morsi.

À ce sujet, certains observateurs ont remarqué que l'incontestable leader historique, feu le président Jamal Abdel Nasser, n'a pas été décoré (à titre posthume) lors des célébrations du 60^e anniversaire de la « révolution du 23 juillet 1952 ». Pire encore, le président issu des Frères musulmans s'est contenté à cette date d'un discours télévisé dans lequel il a adressé des critiques implicites et explicites à l'ère nassérienne [8].

Commentant cette ère, Névine Ahmed écrit: « Personne ne peut nier que cette période reste très douloureuse dans l'esprit de plusieurs, notamment des Frères musulmans, avec les détentions et tortures dans les prisons. Il existe donc une hostilité historique entre les Frères et l'époque de Nasser » [9].

À cette vérité de La Palice, on peut juste se demander, de concert avec les (de plus en plus nombreux) détracteurs du nouveau Raïs, si Morsi est le président de tous les Égyptiens ou seulement des Frères musulmans, comme semble l'indiquer sa mémoire historique sélective.

Certes, Nasser est considéré par la confrérie comme le « pourfendeur » de l'islamisme, mais il n'y a pas que cet aspect de la politique nassérienne qui justifie cette « amnésie » sélective. En effet, il est de notoriété publique qu'aussi bien l'armée égyptienne que le gouvernement islamiste au pouvoir sont des alliés de l'administration américaine. La première est tenue par une généreuse rente annuelle alors que le second profite d'un indéniable soutien politique « post-printanier ». Bien au contraire, Nasser et les États-Unis se considéraient mutuellement comme des ennemis. Pour illustrer cela, quoi de plus éloquent que la fameuse déclaration nassérienne : « Si vous voyez que les États-Unis sont satisfaits de moi, sachez alors que je suis sur la mauvaise voie ».

Si on en croit Bernard Lugan, l'armée égyptienne se diviserait en trois groupes distincts : « un état-major composé de vieillards soldés par Washington, une fraction islamiste difficile à cerner numériquement et une majorité composée d'officiers et de sous-officiers nationalistes ayant pour modèle le colonel Nasser » [10]. Dans ce cas de figure, et tenant compte du fait que pour une frange non négligeable de la population et de l'intelligentsia égyptiennes, Nasser est non seulement un fils chéri de l'Égypte, mais aussi un héros du panarabisme, il va sans dire que Morsi risque de s'aliéner une partie de l'armée et de l'opinion publique, ce qui ne risque pas d'améliorer son image de « président des Frères ».

Morsi et le Cheikh aveugle

Lors de son discours symbolique sur la place Tahrir, quelques jours seulement après son élection aux plus hautes fonctions de l'état, Morsi fit une déclaration très peu commentée par la presse internationale, mais qui n'est pas passée inaperçue aux États-Unis. Il claironna haut et fort « Je vais faire tout mon possible pour faire libérer [...] les détenus, y compris le Cheikh Omar Abdel-Rahman » condamné en 1995 à la prison à vie par la justice américaine pour des complots visant à attaquer des cibles new-yorkaises et à assassiner l'ancien président égyptien Hosni Moubarak [11].

Mais qui est donc ce Cheikh dont Morsi s'est senti obligé de parler dans un de ses premiers

discours présidentiels comme s'il s'agissait d'une affaire cruciale pour le pays?

En fait, Cheikh Omar Abdel-Rahman, surnommé le « Cheikh aveugle » à cause d'une cécité contractée pendant son enfance, est le chef spirituel de la Jamaa el-Islamiya, organisation islamiste égyptienne qui prit la suite du Jihad islamique égyptien et qui fut responsable de plusieurs attentats terroristes en Égypte et aux États-Unis. Reconnu coupable dans le premier attentat contre le World Trade Center en 1993, le Cheikh Abdel-Rahman purge actuellement une peine de prison à perpétuité aux États-Unis [12].

La demande de « libération » du Cheikh formulée par le président nouvellement élu s'est attiré les foudres de nombreux politiciens américains, comme il est possible de s'en rendre compte à la lecture de ces quelques réactions.

Le sénateur Charles Schumer a mentionné que « les déclarations offensantes du président Morsi sont une insulte à la mémoire des victimes de l'attentat du World Trade Center », et que le Cheikh Abdel-Rahman est « un terroriste qui projetait de tuer des Américains innocents, rassurez-vous, il va rester là où il appartient, en prison pour le reste de sa vie ».

Le sénateur Kirsten Gillibrand a, quant à lui, qualifié la déclaration de Morsi de « non seulement scandaleuse, mais représentant une source de profonde préoccupation au sujet du respect de Mohammed Morsi pour la primauté du droit et de la démocratie » [13].

Il est à noter qu'en 2006, Ayman el-Zawahiri, à l'époque n°2 d'Al-Qaïda, et lui-même ancien membre influent du Jihad islamique égyptien, avait annoncé la fusion de la Jamaa el-Islamiya avec Al-Qaïda [14]. Une des raisons qui ont été avancées pour cette allégeance était justement l'incarcération du Cheikh Abdel-Rahman.

Élément intéressant dans cette histoire : le Cheikh avait été incarcéré à la suite du meurtre du président Sadate, accusé d'avoir émis une fatwa autorisant son assassinat [15] et fomenté l'attentat. Faute de preuves, le Cheikh a été, par la suite, relaxé mais expulsé du pays.

Ainsi, il est aisé de constater l'ambivalence politique du président Morsi : il est capable de décorer à titre posthume un président assassiné et demander la libération de la personne sur laquelle pèsent de lourds soupçons d'avoir orchestré son homicide.

Cette affaire illustre bien le double jeu de Morsi : il se veut « président pour tous » en honorant ses prédécesseurs, mais n'oublie pas ses « compagnons d'armes » islamistes, preuve de sa fidélité à la confrérie et à son « Mourchid » (quide suprême des Frères musulmans).

Un mariage bien particulier

Le 31 août 2012, soit un peu plus de deux semaines après la « mise en retraite » du maréchal Tantaoui et du général Sami Anan, l'hôtel cinq étoiles « El Masah » du Caire accueillit un mariage très huppé. La fébrilité qui s'est emparé de cet établissement, propriété des forces armées égyptiennes, était à la hauteur de la notoriété des nouveaux mariés, mais surtout de celle des convives. Ce jour-là, Mohamed Mamdouh Chahine convolait en justes noces avec Ithar Kamal el-Katatni.

L'heureux époux est le fils du général Mamdouh Chahine, membre influent du CSFA et assistant du Ministre de la défense chargé des questions juridiques et constitutionnelles. La charmante épouse de 25 ans est la fille de l'ingénieur Kamal el-Katatni qui a un lien de parenté avec Saad el-Katatni, ancien président de l'Assemblée du peuple égyptien dissoute, membre du Bureau d'orientation des Frères musulmans et actuellement Président du Parti de la liberté et de la justice (vitrine politique des Frères musulmans).

Mais au-delà de son côté mondain, ce mariage entre le fils d'un haut gradé militaire et d'un membre de la famille d'un haut dignitaire islamiste issu des Frères musulmans a défrayé la chronique.

Tout d'abord, la présence du général Sami Anan assis à côté de Saad el-Katatni ne pouvait passer inaperçue. Cette première apparition publique du général « limogé » a mis fin aux rumeurs de sa mise en résidence surveillée. Pis encore, Sami Anan est arrivé avec la même voiture de service qu'il avait lors de l'exercice de ses fonctions et protégé par des gardes du corps. D'autre part, le journal « Al-Youm el-Sabii » rapporte qu'à la fin de la cérémonie de mariage « le général Sami Anan est entré dans une salle VIP accompagné du docteur Saad el-Katatni et la porte de la salle fut fermée derrière eux » [16]. Le même journal a publié de nombreuses photographies de l'évènement où figurent des personnalités qu'il est difficile d'imaginer ensemble : le mufti de la République, des personnalités salafistes, soufies ou issues des Frères musulmans, des anciens

ministres, des hommes d'affaire, etc.

Cette assemblée hétéroclite montre à quel point l'armée et les islamistes peuvent cohabiter en « parfaite harmonie » et indique que Sami Anan cultive de bons rapports avec les Frères musulmans, comme mentionné précédemment. Sa mise à la retraite ainsi que celle de son supérieur par Morsi, le président islamiste, ne peut être interprétée comme un « limogeage », mais plutôt comme un accord conclu entre les deux institutions les plus fortes sur la scène égyptienne : l'armée et la confrérie.

L'armée à la rescousse de Morsi

Contrairement à ce qu'ils prétendent actuellement, les islamistes ne sont pas des « révolutionnaires » de la première heure. Ils ont été très sceptiques aux débuts des émeutes contre Moubarak et n'ont rejoint le mouvement de protestation que très tardivement. En plus, quelques mois à peine après la chute du président déchu, ils affichèrent leur volonté de se séparer du mouvement pro-démocratie né de la place Tahrir. Commentant cette période, le professeur Stéphane Lacroix écrit : « S'ils avaient été alliés pendant la révolution, jeunes révolutionnaires et Frères choisissent très vite des chemins différents. Les Frères prennent leurs distances avec la rue, préférant s'investir dans le jeu politique institutionnel. Ils font mine d'afficher leur confiance dans le processus "de transition" guidé par le Conseil suprême des forces armées (CSFA) avec lequel, reprenant leurs habitudes des années Moubarak, ils n'hésitent pas à négocier en coulisses » [17]. Depuis, les Frères sont régulièrement accusés de collusion avec les militaires.

Déjà, en juillet 2011 (plus d'un an avant la mise à la retraite des deux hauts gradés du CSFA), Mohammed Badie, Mourchid des Frères musulmans, montrait le chemin aux membres de sa confrérie. Après les incidents de la place Abbassiya qui avaient fait près de 300 blessés dans les rangs des manifestants pro-démocratie qui désiraient marcher sur le ministère de la Défense, il déclara : « Nous défendrons toujours l'armée et l'armée nous défendra » [18].

Avec la promulgation du décret du 22 novembre 2012, Morsi s'octroyait des pouvoirs qualifiés de « pharaoniques » par ses opposants. Il s'ensuivit des batailles rangées entre les islamistes et l'opposition libérale et de gauche qui ont fait sept morts et des centaines de blessés. Les chars militaires ont réapparu dans les rues du Caire et Morsi demanda, par décret, à l'armée d'assurer la sécurité du pays. Il leur accorda le droit d'arrêter des civils, pouvoir très décrié par les « révolutionnaires » durant la période de transition post-Moubarak. Revoilà donc l'armée à l'avant-scène politique du pays, protégeant les islamistes à leur demande comme l'avait prédit plus d'un an auparavant le Mourchid, et évitant que le pays ne sombre dans le chaos.

Le Front du salut national (FSN), principale coalition de l'opposition rassemblant des mouvements de gauche, des laïques et des libéraux, s'est mobilisé contre la dérive autocratique du président Morsi. La coalition s'est aussi fortement opposée à la volonté affichée par le gouvernement de forcer l'écriture accélérée de la constitution par des islamistes et d'organiser un référendum constitutionnel dans des délais très courts.

Au vu de cette dangereuse bipolarisation de la société égyptienne, l'armée égyptienne a sommé le gouvernement islamiste et l'opposition de dialoguer. Le porte-parole des forces armées a énoncé que, faute de pourparlers, l'Égypte emprunterait « un sentier obscur qui déboucherait sur un désastre », ce que l'institution militaire « ne saurait permettre » [19].

Ainsi, contrairement à ce qui a été véhiculé par les médias « mainstream » à l'occasion de l'apparente « éviction » de Tantaoui et Anan, cette décision unilatérale des forces militaires du pays montre à quel point l'armée n'est pas assujettie au pouvoir en place et qu'elle demeure toujours au timon du pays. Même si la rencontre entre les deux parties n'a finalement pas eu lieu, il est à noter que l'armée n'a abandonné l'idée de la réunion qu'après s'être assurée que le FSN ait appelé ses troupes à la participation au référendum constitutionnel, ce qui a notablement diminué la tension politique dans le pays.

En définitive, tout indique que l'institution militaire a choisi l'option de travailler avec le groupe politique le plus fort et le plus structuré du paysage politique égyptien, c'est-à-dire les Frères musulmans. Cette option a très probablement été « encouragée et conseillée » par l'administration américaine [20] qui possède d'étroites relations avec les deux parties et ce, depuis des décennies.

Dès lors, la décision de mettre en retraite le maréchal Tantaoui et le général Anan semble avoir été prise conjointement, et de manière consensuelle, par l'armée et le gouvernement islamiste de Morsi.

Selon l'opposition, la collusion entre ces deux institutions est visible dans l'article 197 de la nouvelle constitution du pays dans lequel le budget de l'armée n'est pas vraiment soumis à contrôle, ce qui permet de continuer à protéger les privilèges dont jouissait l'armée sous Moubarak [21].

Le 22 décembre dernier, journée de la deuxième phase du référendum sur la constitution, Anne Patterson, l'ambassadrice des États-Unis au Caire, a visité un certain nombre de bureaux de vote de la capitale égyptienne. À la vue de la diplomate, des électeurs ont commencé à scander « Islamiya, Islamiya » (Islamique, Islamique) [22], voyant dans la visite de Mme Patterson une ingérence américaine dans les affaires intérieures de leur pays. Cette animosité populaire a contraint l'ambassadrice à rebrousser chemin et à éviter quelques bureaux « inhospitaliers ».

Une anecdote qui montre à quel point la méfiance du « petit peuple » à l'égard de l'omniprésence américaine en Égypte (avant et après le départ de Moubarak) contraste singulièrement avec la qualité des relations de l'armée égyptienne et des Frères musulmans avec l'administration américaine.

Dans la mythologie de l'Égypte ancienne, le Dieu « Rê » se transforme en un énorme « ichneumon » (mangouste) pour combattre « Apophis » (serpent géant personnifiant le mal). Dans l'Égypte actuelle, la mangouste et le cobra ont plus tendance à danser de concert, au son d'une flûte maniée par un charmeur doué d'une grande dextérité.

Mais les spectateurs ne semblent guère apprécier la musique.

Ahmed Bensaada

Montréal, le 25 décembre 2012

http://www.ahmedbensaada.com/

Cet article a été publié le 29 décembre 2012 par le quotidien algérien Reporters

Références

- 1- Christophe Ayad, « *Le président égyptien frappe l'armée à la tête* », Le Monde, 13 août 2012, http://www.lemonde.fr/international/article/2012/08/13/le-president-egyptien-frappe-l-armee-a-la-tete_1745535_3210.html
- 2- AFP, « En Égypte, Mohamed Morsi décore les généraux qu'il a limogés », Le Monde, 14 août 2012, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/08/14/en-egypte-mohamed-morsi-decore-les-generaux-qu-il-a-limoges_1746160_3212.html
- 3- AFP, « <u>Un général égyptien justifie les "tests de virginité" sur des manifestantes</u> », Le Point.fr, 26 juin 2011, <u>http://www.lepoint.fr/monde/un-general-egyptien-justifie-les-tests-de-virginite-sur-des-manifestantes-26-06-2011-1346233_24.php</u>
- 4- Karim Kebir, « *Morsi écarte l'armée du pouvoir* », Liberté, 13 Août 2012, http://www.liberte-algerie.com/actualite/morsi-ecarte-l-armee-du-pouvoir-il-met-a-la-retraite-le-marechal-tantaoui-et-annule-la-declaration-du-17-juin-183640
- 5- Maghreb Intelligence, « *Le général Anan, au chevet de l'Égypte* », 3 août 2012, http://www.maghreb-intelligence.com/portrait/2523-le-general-anan-au-chevet-de-legypte.html
- 6- Essafir, « *Morsi décore Sadate!* », 4 octobre 2012, http://www.assafir.com//Article.aspx?EditionId=2273&ChanneIId=54554&ArticleId=606&Author=
- 7- Alain Gresh, « *Égypte, de la dictature militaire à la dictature religieuse?* », Le Monde diplomatique, Novembre 2012, http://www.monde-diplomatique.fr/2012/11/GRESH/48350
- 8- Essafir, Op.Cit.
- 9- Névine Ahmed, « *Entre Nasser et Morsi, des jeunes si semblables...si différents!* », Le Progrès Égyptien, 24 juillet 2012, http://213.158.162.45/~progres/index.php?action=news&id=14706
- 10- Bernard Lugan, « Irak, Libye, Syrie, Égypte et demain Iran. La stratégie du chaos », Metamag, 14 décembre 2012, http://metamag.fr/metamag-1084-lrak-Libye-syrie-Egypte-et-demain-Iran-La-strategie-du-chaos.html
- 11- AFP, « Morsi promet d'agir pour faire libérer Omar Abdel-Rahman aux États-Unis »,

Romandie.com, http://www.romandie.com/news/archives
/_Morsi_promet_d_agir_pour_faire_liberer_Omar_Abdel_Rahman_aux_Etats_Unis47290620121920.asp?

- 12- <u>David D. Kirkpatrick</u>, « *Egypt's New Leader Takes Oath, Promising to Work for Release of Jailed Terrorist* », The New York Times, 29 juin 2012, http://www.nytimes.com/2012/06/30/world/middleeast/morsi-promises-to-work-for-release-of-omar-abdel-rahman.html?pagewanted=all&_r=2&
- 13- <u>Jonathan Dienst</u>, « *Area Pols Condemn Egypt's Next President for Supporting '93 WTC Terrorist* », NBC New York, 29 juin 2012, http://www.nbcnewyork.com/news/local/mohammed-morsi-egypt-president-terrorist-free-sheik-omar-abdel-rahman-160899635.html
- 14- Andrew Cochran, « *New Al Qaeda Tape Announces "Merger" With Egyptian Islamic Group, a.k.a. Gamaa Islamiya* », Counter Terrorism Blog, 5 août 2006, http://counterterrorismblog.org/2006/08/new_al_qaeda_tape_announces_me.php
- 15- Christophe Ayad, « *Géopolitique de l'Égypte* », Editions Complexe, Bruxelles, 2002, 143 pages. Le passage cité dans l'article peut être consulté à l'adresse URL suivante : http://books.google.ca/books?id=PsSis3j9u40C&pg=PA101&lpg=101#v=onepage&q&f=false
- 16- Mohamed Ahmed Tantaoui, « En photos : Le général Anan assiste au mariage du fils du général Mamdouh Chahine et rencontre l'ancien chef de l'assemblée du peuple Saad el-Katatni », El-Youm el-Sabii, 31 août 2012, http://www1.youm7.com/News.asp?NewsID=771649
- 17- Stéphane Lacroix, « *L'Égypte, l'armée et les Frères* », Le Monde, 25 juin 2012, http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/06/25/l-egypte-l-armee-et-les-freres_1724180_3232.html
- 18- Alexandre Buccianti, « Égypte : les Frères musulmans confirment leur rapprochement avec l'armée contre les révolutionnaires », RFI, 25 juillet 2011, http://www.rfi.fr/afrique/20110724-freres-musulmans-confirment-leur-rapprochement-armee-contre-revolutionnaires
- 19- AFP, « *L'armée égyptienne somme pouvoir et opposition de dialoguer* », Libération, 8 décembre 2012, http://www.liberation.fr/depeches/2012/12/08/egypte-les-islamistes-refusent-de-reporter-le-referendum_866142
- 20- Jacques Chastaing, « *Égypte : la révolution et les islamistes* », Culture & Révolution, 28 septembre 2012, http://culture.revolution.free.fr/en_question/2012-10-06-Egypte_la_revolution_et_les_islamistes.html
- 21- R.B., « Égypte : pourquoi le projet de Constitution inquiète » Le Parisien.fr. 23 décembre 2012, http://www.leparisien.fr/international/egypte-pourquoi-le-projet-de-constitution-inquiete-23-12-2430051.php
- 22- Bahjat Abou Deif, « *Les électeurs scandent contre l'ambassadrice américaine "islamique ... islamique"* », El-Youm el-Sabii, 22 décembre 2012, http://www2.youm7.com/news.asp?NewsID=884626

Copyright © 2013 Global Research